

que les remontrances des pays occidentaux. Ce n'est pas en construisant des édifices parlementaires ou en surveillant des élections que la démocratie s'installera. La démocratie et les droits de la personne doivent reposer sur la confiance et sur le développement.

Les instruments du développement sont donc ceux de la démocratie et du respect des droits de la personne. Apprendre à un peuple à lire, c'est l'aider à se développer et à faire un pas dans la voie de la démocratie. Enseigner à un peuple à devenir productif, c'est lui donner les armes nécessaires pour combattre la pauvreté, mais c'est aussi lui faire franchir un autre pas dans la voie du respect des droits de la personne. Aider les femmes à participer au développement, c'est permettre aux familles de devenir plus prospères, c'est rendre les sociétés plus équitables, mais c'est aussi faire obstacle aux préjugés et à l'iniquité.

Quatrièmement, il nous faut reconnaître que de nombreux facteurs interviennent dans le bon fonctionnement d'un système démocratique. Toutes les démocraties sont fondées sur l'autorité de la loi et son application juste et équitable. Le développement de la démocratie est tributaire de l'établissement d'institutions et de processus juridiques et c'est à ce niveau que les pays occidentaux peuvent apporter leur aide.

Par ailleurs, les démocraties doivent bénéficier de la liberté de la presse. Elles doivent pouvoir compter sur une fonction publique professionnelle et impartiale. Elles doivent également jouir de la liberté de parole et de la liberté de réunion. Aider à établir les institutions et à réunir les compétences nécessaires pour garantir le respect de ces droits fondamentaux est un aspect de l'aide au développement qui sert à mettre une démocratie sur pied.

Cinquièmement, nous devons nous pencher franchement sur les conditions auxquelles nous soumettons l'aide au développement. Ce n'est pas une question facile à traiter. Elle présente souvent le choix difficile à faire entre l'appui aux droits de la personne et la lutte contre la pauvreté. Je crois qu'un peuple ne devrait pas être puni pour un régime qu'il n'appuie pas et qui le punit déjà. Nous pouvons effectivement abhorrer un gouvernement et détester un régime en place, mais ce dégoût ne devrait pas nous indisposer à l'égard du peuple.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de limites. Il doit y avoir des normes fondamentales à ne pas mettre de côté. Les régimes en place doivent se rendre compte que la tolérance n'est pas absolue et que s'ils ont systématiquement recours à la cruauté pour gouverner, le reste du monde ne pourra faire autrement que de réagir.